



KEM ONE

CONSULTATION PUBLIQUE DE LA CRE DU 27 JUILLET 2017 N°2017-012 RELATIVE A
LA CREATION D'UNE ZONE DE MARCHÉ UNIQUE DU GAZ EN FRANCE AU 1ER NOVEMBRE

2018

-- Réponses de KEM ONE --

Question 1 : Etes-vous favorable aux conditions proposées d'utilisation des réseaux dans le cadre de la zone unique ?

Oui.

Question 2 : Etes-vous favorable aux modalités de répartition du déséquilibre au sein de la TRF, entre les zones d'équilibrage de TIGF et de GRTgaz ?

Oui.

Question 3 : Etes-vous satisfait de la qualité et des dates de publication des programmes de travaux des GRT ?

Oui.

Question 4 : Etes-vous favorable à la règle proposée par GRTgaz de répartition des restrictions mutualisées en amont ou en aval de la congestion ?

Oui.

Question 5 : Etes-vous favorable à ce qu'aucune restriction mutualisée ne soit appliquée a priori, les jours où les travaux ont un petit impact ?

Oui.

Question 6 : Etes-vous favorable au seuil de 30 GWh/j au-delà duquel les travaux ne seraient plus traités par des mécanismes de levée des congestions ?

Oui, mais effectivement, il faudra ajuster si nécessaire le seuil.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse des GRT et de la CRE sur le sens le plus probable des congestions au sein de la place de marché unique ?

Oui.

Question 8 : Le scénario de référence proposé par les GRT pour dimensionner les mécanismes de levée des congestions vous semble-t-il pertinent ?

Oui.

Question 9 : Le scénario de flux extrême proposé par les GRT vous semble-t-il pertinent ?

Oui et il est vrai qu'à ce jour, c'est un cas très peu concevable.

Question 10 : Partagez-vous les conclusions des GRT et de la CRE sur les conditions de remplissage en été des stocks en aval des limites de congestion ?

Suite aux travaux, les capacités ont été augmentées de 50 Twh. Cependant, nous partageons l'analyse du risque dans un scénario extrême pour lequel les capacités sur le réseau ne seraient pas suffisantes et même s'il est du ressort des expéditeurs d'effectuer des arbitrages sur le niveau du stockage, est-ce qu'il ne serait pas pertinent de leur fixer des seuils mini à respecter (sous peine de pénalités drastiques) ?

De plus, le winter outlook de mai 2017 a mis en alerte sur les niveaux de stockage bas et la crainte sur l'hiver gazier.

Dans la suite de cette consultation, plusieurs outils pour limiter les congestions sont proposés mais avec des taux de remplissages hauts (équivalents à minima à ceux du cas extrême proposé par GRT Gaz).

Question 11 : Etes-vous favorable à l'interruption des capacités interruptibles avant le déclenchement de tout autre mécanisme de levée des congestions ayant un coût pour la collectivité ?

Pas nécessairement.

Cette règle entraine une valeur d'usage trop faibles pour les capacités interruptibles car elles sont systématiquement interrompues en période de spread N/S élevé (congestion).

Question 12 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser des capacités non-souscrites, lorsqu'une congestion survient qui serait aggravée par l'augmentation des flux aux points concernés ?

Oui et nous pensons que tester les 2 cas de figures pourraient nous donner un ordre d'idée sur les coûts générées.

Question 13 : Etes-vous favorable aux modalités opérationnelles relatives à l'appel des spreads localisés telles qu'elles sont proposés par les GRT ? Avez-vous des remarques à formuler pour en améliorer l'efficacité ?

Nous sommes favorables aux modalités opérationnelles proposées par les GRT mais il faudrait que ce dispositif soit possible au moins jusque 20h pour laisser le temps aux expéditeurs de s'adapter.

Il faudra également s'assurer que les outils soient simples d'utilisation d'une part et d'autre part que le contrôle des volumes soient faisables (afin d'éviter les spéculations au détriment du consommateur).

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les GRT informent les expéditeurs du risque d'atteinte d'une limite dès J-1, et leur donne la possibilité de déposer une offre en même temps que cette notification ? Quel serait le meilleur horaire pour une telle notification ?

Oui, et pour la notification, qu'elle soit faite aussitôt que le grt a l'information mais avant 18h. IL faudra prévoir un outil qui permette de contrôler qu'il n'y ait pas d'acteur qui manipule le système par le biais de sur-nomination.

Question 15 : Etes-vous favorable à la participation des CCCG aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

Oui car nous avons bien constaté cet hiver qu'ils ont un rôle très important dans les congestions.

Question 16 : Etes-vous favorable à la mise à l'étude de la participation des sites industriels raccordés au réseau de transport aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?



Oui pourquoi pas mais il faudrait que ce soit un outil simple, flexible sur le volume et rémunéré.

Question 17 : Etes-vous, comme la CRE, défavorable à la participation des opérateurs de stockage aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

Oui, nous préférons qu'il ait une obligation sur le volume d'injection à un instant donné.

Question 18 : Etes-vous favorable à la fixation d'un prix plafond ? Si oui, quel niveau considérez-vous comme pertinent ?

Nous sommes favorable au prix plafond mais bien en deçà de celui proposé par GRT Gaz (plutôt compris entre 1 et 3 €/mwh)

Le projet et les investissements en cours doivent permettre de résorber les congestions et créer une place unique.

Nous avons par ailleurs du mal à concevoir qu'à l'avenir nous soyons pénalisés sur nos approvisionnements en gaz. Si cela devait être le cas, nous nous demandons pourquoi ne pas être resté sur le schéma actuel où nous pouvons maîtriser nos coûts au travers des achats de capacités N/S à hauteur de nos besoins.

Avec les dispositifs proposés, notre impression est que le prix du gaz dans la PMU sera très volatile et que nous, consommateur industriel, ne pourrions être fourni à 100 % de notre besoin en gaz.

Le gaz est pour Kem One une utilité qui peut être utilisée pour des besoins en commun d'autres industriels et les conséquences (et responsabilités) d'un manque de x % de gaz seraient très lourdes.

Question 19 : Etes-vous favorable au recours à des spreads localisés pour lever les congestions résiduelles ?

Oui mais on a l'impression de revenir à la situation actuelle avec des achats aux TRS versus PEG Nord....

Question 20 : Etes-vous favorable à l'utilisation d'optimisations avec des opérateurs adjacents pour lever certaines congestions ?

Oui il faudrait même que ce soit le principal dispositif employé car il éviterait d'impacter les industriels.

Question 21 : Etes-vous favorable au recours aux restrictions mutualisées en cas d'échec des autres mécanismes à résorber la congestion ?

Nous ne pouvons pas être d'accord avec des restrictions mutualisées qui, d'autant plus, ne seraient pas rémunérées/compensées. D'autres dispositifs devront être trouvés et mis en œuvre pour éviter les restrictions mutualisées surtout si le client ne l'accepte pas.

Question 22 : Considérez-vous, comme la CRE, que le swap stockage ne doit pas être retenu à ce stade ?

Oui, nous pensons que les opérateurs de stockage doivent avoir d'autres obligations.

Question 23 : Considérez-vous, comme la CRE, que le mécanisme de rachat de nomination ne doit pas être retenu à ce stade ?

Oui car il pourrait mener à des spéculations.



Question 24 : Considérez-vous, comme la CRE, que la conversion de capacités fermes en capacités conditionnelles ou point-à-point ne doit pas être retenue ?

Oui car il reviendrait au fonctionnement actuel. Ou si c'est le cas, nous préférons rester sur ce fonctionnement qui est devenu simple et lisible pour tous (prix de la capacité N/S = prix des enchères ou prix du spread).

Question 25 : Etes-vous favorable aux mécanismes de levée des congestions envisagés à ce stade par la CRE et leur priorisation ?

En priorisation 1, nous mettrions comme acteur les opérateurs de stockage puis les CCCG.

Question 26 : Etes-vous favorable à la proposition de déroulé des actions en fonction du niveau d'alerte, la veille et le jour-même ?

Nous pensons que l'anticipation pourrait éviter de passer à un niveau supérieur d'alerte. C'est-à-dire, en J-1 14h débiter les actions. Pour les actions listées, voir remarques précédentes.

Question 27 : Etes-vous satisfait du dispositif d'information proposé par les GRT ?

Oui tout à fait. Nous sommes également surpris que suite à la diffusion du Winter Outlook en mai, aucune action/réaction n'ait eu lieu bien qu'un niveau de risque important sur l'hiver prochain y ait été soulevé.

Question 28 : Etes-vous favorable au suivi du niveau de remplissage des stockages aval au cours de l'hiver ?

Oui avec exigence mini du niveau de stockage et du respect par opérateur.

Question 29 : Etes-vous favorable aux mécanismes que la CRE propose de retenir et d'étudier ?

Oui.

Question 30 : Etes-vous favorable aux priorités proposées par la CRE pour y recourir ?

Oui.

Question 31 : Souhaitez-vous, comme la CRE, que l'engagement de flux (flow commitment) soit étudié pour les cas de menace sur la continuité d'acheminement à moyen terme, notamment en raison d'un niveau de remplissage des stockages en aval des congestions trop faible ?

Oui, nous pensons que c'est un outil tout à fait intéressant.

Question 32 : Etes-vous favorable à la couverture des coûts dans le tarif ATRT6 ?

Nous ne pouvons pas être favorable à cela car des investissements sont déjà intégrés dans le tarif et doivent permettre de résorber les congestions.

Il faudrait trouver un moyen de générer des recettes pour que ces coûts soient au final nuls (exemple : gain généré par l'écart entre prix achat gaz pour les stockages et prix vente gaz sorti des stocks taxé à x%).

Question 33 : Dans le cas où un compte de neutralité ad hoc est mis en place, la clé de répartition entre expéditeurs proposée par les GRT vous paraît-elle convenir ?



Un compte de neutralité ad hoc, mesurant l'impact du traitement des congestions, doit effectivement être mis en place dès le 1^{er} exercice.

Question 34 : Etes-vous favorable au recours à l'achat-vente de spread localisés en cas de congestion à l'hiver 2017-2018 ?

Nous sommes favorables à ce que l'ensemble des dispositifs proposés pour gérer les éventuels congestions soient testés dès cet hiver.

Question 35 : Etes-vous favorable à la pérennisation de l'expérimentation portant sur les produits localisés ?

Oui.

Question 36 : Etes-vous favorable à l'intégration des prix d'achat-vente de produits localisés dans le prix de règlement des déséquilibres ?

A voir de combien sera-t-il question.

Question 37 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la fin du dispositif de gaz circulant ?

Non car nous ne pensons pas qu'il faut s'en remettre à un simple « encouragement » pour les fournisseur à importer du GNL par les PITS et le PITTM de Fos.

On propose de la maintenir tout en mettant en place d'autres mesures efficaces (f plus haut) pour prévenir les congestions et l'envolée de prix de gaz dans le Sud comme en janvier 2014 et janvier 2017.

